

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/15068]

23 JUNI 2022. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van artikel 234, § 3, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de gelijkkansentest die overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest werd uitgevoerd op 12 januari 2022;

Gelet op advies 71.175/4 van de Raad van State, gegeven op 4 april 2022 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister belast met Plaatselijke Besturen;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 234, § 3, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet, gewijzigd bij ordonnantie van 27 juli 2017 en besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2020, wordt het bedrag "139.000 euro" vervangen door het bedrag "140.000 euro".

**Art. 2.** De Minister bevoegd voor de Plaatselijke besturen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2022.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Plaatselijke Besturen,  
B. CLERFAYT

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/15068]

23 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'article 234, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le test d'égalité des chances réalisé le 12 janvier 2022 en application de l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances;

Vu l'avis n°71.175/4 du Conseil d'État donné le 4 avril 2022 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre chargé des Pouvoirs locaux;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 234, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Nouvelle loi communale, modifié par l'ordonnance du 27 juillet 2017 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2020, le montant de « 139.000 euros » est remplacé par le montant de « 140.000 euros ».

**Art. 2.** Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attribution est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2022.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,  
B. CLERFAYT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/41499]

17 MAI 2022. — Arrêté 2021/1127 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1° ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 6 mai 2021 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 27 mai 2021 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 27 mai 2021 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 27 mai 2021 ;

Vu le protocole n°2021/11 du 16 novembre 2021 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis 71.215/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2022 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 144 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française remplacé par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 et modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 décembre 2014 et 2 mai 2019, le 6° est complété par les mots « congé de naissance ».

**Art. 3.** L'article 167, alinéa 3 du même arrêté inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est complété par les 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 6<sup>o</sup> à 65 ans : six jours ouvrables;

7<sup>o</sup> à 66 ans : sept jours ouvrables ».

**Art. 4.** Dans l'article 176 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux, ainsi que les 27 septembre, 8 mai, 2 novembre, 15 novembre et 26 décembre.

Les jours de congés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche sont pris selon les convenances du fonctionnaire tout en tenant compte des nécessités du service.

Pour les membres du personnel dont l'emploi est en relation directe avec l'outil pédagogique au sein des services d'Appui aux établissements scolaires et de Gestion et Entretien des différents sites ainsi qu'au sein du secteur de la Promotion de la Santé à l'École, deux jours de congés compensatoires sont ajoutés aux congés de vacances annuelles, en substitution des congés du 8 mai et du 15 novembre ».

**Art. 5.** Dans l'article 179, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 et modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 décembre 2014 et 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

Les mots « A l'exception du congé prévu au 2<sup>o</sup>, lequel peut être pris dans un délai de quatre mois après l'événement et du congé prévu au 12<sup>o</sup>, lequel peut être pris dans un délai de trois jours autour de l'événement, » sont ajoutés avant les mots « Le fonctionnaire obtient » ;

Au 2<sup>o</sup>, les mots « quatorze jours ouvrables » sont remplacés par les mots « quatre jours ouvrables » ;

Au 3<sup>o</sup>, les mots « 4 jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours ouvrables » ;

Le 4<sup>o</sup> est complété par la phrase suivante : « Dans le cas où le parent au premier degré est l'enfant du fonctionnaire, du conjoint ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple, les quatre jours ouvrables sont portés à dix jours ouvrables ».

L'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 12<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 12<sup>o</sup> Le déménagement du fonctionnaire : un jour ouvrable par 10 ans ».

**Art. 6.** Dans la partie XVI, chapitre V, section 4 du même arrêté, il est inséré une sous-section 1<sup>ère</sup> /1, comportant les articles 181/1 et 181/3, rédigée comme suit :

« Sous-section 1<sup>ère</sup> /1. Du congé de naissance

Art.181/1. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé de naissance de 15 jours ouvrables à l'occasion de l'accouchement de son épouse ou de la personne avec laquelle il vit en couple au moment de l'événement. Ces 15 jours ouvrables sont portés à 20 jours ouvrables pour les naissances ayant lieu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ce congé de naissance peut être pris, au choix du fonctionnaire, dans un délai de quatre mois à dater du jour de l'accouchement. Par dérogation, il peut être pris, au choix du fonctionnaire, dans un délai de quatre mois à dater de la date de publication au *Moniteur belge* de la présente sous-section pour les naissances ayant lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et ladite date de publication au *Moniteur belge*.

En cas de naissance de jumeaux ou de naissance multiple le droit au congé de naissance n'est reconnu qu'une fois.

§ 2. La demande doit être appuyée par un document officiel. Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Art. 181/2. Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi-jour. Ce congé est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Art.181/3. Le congé de circonstances visé à l'article 179, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et le congé de naissance visé à l'article 181/1 sont cumulables.

**Art. 7.** A l'article 189 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> Dans le § 2, alinéa 2, la phrase « La rémunération due pour la prolongation du congé postnatal accordée en application de l'article 189/2 ne peut couvrir plus d'une semaine » est abrogée ;

2<sup>o</sup> Le § 3 est abrogé.

**Art. 8.** Dans l'article 189/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 et modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

Au 5<sup>o</sup>, les mots « à l'exclusion des absences visées à l'article 189 § 3 » sont abrogés ;

L'article 189/1 est complété par un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 6<sup>o</sup> l'écartement complet du travail visé à l'article 189/4 § 2 ».

**Art. 9.** A l'article 189/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> L'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé ;

2<sup>o</sup> Dans l'alinéa 2, les mots « conformément aux dispositions de l'article 189/1 » sont insérés entre les mots « éventuellement prolongée » et « , est prolongée au maximum d'une période de deux semaines ».

**Art. 10.** L'article 189/7, alinéa unique, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 est complété par la phrase suivante : « Il est non cumulable avec le congé de circonstance visé à l'article 179, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et avec le congé de naissance visé à l'article 181/1 ».

**Art. 11.** Dans l'article 234, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, le 6<sup>o</sup> est complété par les mots « ou de maladie dont il est reconnu par certificat médical que la maladie est due à la grossesse ».

**Art. 12.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 237/1 rédigé comme suit : « Art.237/1. Les jours de congé de maladie accordés à la suite de harcèlement qui a été reconnu par une décision de justice qui n'est plus susceptible de recours ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en vertu de l'article 233 § 1<sup>er</sup> ».

**Art. 13.** Les articles 4 et 5 *b)* du présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Par dérogation à la phrase introductive de l'article 179, alinéa 1<sup>er</sup>, les points *c)*, *d)* et *e)* de l'article 5 du présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 14.** Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2022.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège chargée de la fonction publique

---

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/41499]

**17 MEI 2022. — Besluit 2021/1127 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87 § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 79 § 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 6 mei 2021 ;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met Begroting gegeven op 27 mei 2021;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 27 mei 2021;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 27 mei 2021;

Gelet op het protocol nr. 2021/11 van 16 november 2021 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies 71.215/4 van de Raad van State, gegeven op 7 april 2022 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 144 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vervangen bij het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 en gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014 en 2 mei 2019, wordt 6<sup>o</sup> aangevuld met het woord "geboorteverlof".

**Art. 3.** Artikel 167, derde lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt aangevuld met 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, opgesteld als volgt:

“6<sup>o</sup> op 65 jaar: zes werkdagen;

7<sup>o</sup> op 66 jaar: zeven werkdagen”.

**Art. 4.** In artikel 176 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt § 1 vervangen door wat volgt:

« § 1. De ambtenaar heeft verlof tijdens de wettelijke feestdagen, alsook op 27 september, 8 mei, 2 november, 15 november en 26 december.

De in het eerste lid bedoelde verlofdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag worden opgenomen volgens de betamelijkheid van de ambtenaar, rekening houdend met de noodzaken van de dienst.

Voor de personeelsleden van wie het werk rechtstreeks verband houdt met het pedagogische apparaat binnen de diensten voor de ondersteuning van schoolinstellingen en voor het beheer en onderhoud van verschillende sites, alsook binnen de sector van de gezondheidsbevordering op school worden twee compensatieverlofdagen toegevoegd aan het jaarlijkse vakantieverlof, ter vervanging van het verlof van 8 mei en 15 november”.

**Art. 5.** In artikel 179, eerste lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 en gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014 en 2 mei 2019 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

De woorden “met uitzondering van het verlof bedoeld in 2°, dat binnen de vier maanden na de gebeurtenis kan worden genomen, en van het verlof bedoeld in 12°, dat binnen de drie dagen rond de gebeurtenis kan worden genomen” worden ingevoegd na de woorden “de volgende gebeurtenissen”;

Bij 2° worden de woorden “veertien werkdagen” vervangen door de woorden “vier werkdagen”;

Bij 3° worden de woorden “vier werkdagen” vervangen door de woorden “tien werkdagen”;

4° wordt aangevuld met de volgende zin: “Indien een bloed- of aanverwant in de eerste graad het kind is van de ambtenaar, van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, worden de vier werkdagen gebracht op tien werkdagen”.

Het eerste lid wordt aangevuld met een punt 12°, opgesteld als volgt: “12° De verhuizing van de ambtenaar: één werkdag per tien jaar”.

**Art. 6.** In het deel XVI, hoofdstuk V, afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt een onderafdeling 1/1 ingevoegd, die de artikelen 181/1 en 181/3 omvat, opgesteld als volgt:

“Onderafdeling 1/1. Geboorteverlof

Art.181/1. § 1. De ambtenaar krijgt, binnen de perken zoals hierna bepaald, een geboorteverlof van 15 werkdagen naar aanleiding van de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft. Die 15 werkdagen worden gebracht op 20 werkdagen voor geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023.

Dat geboorteverlof kan, naar keuze van de ambtenaar, worden genomen binnen de vier maanden te tellen vanaf de dag van de bevalling. In afwijking kan het, naar keuze van de ambtenaar, worden genomen binnen de vier maanden te tellen vanaf de datum van de publicatie van deze onderafdeling in het *Belgisch Staatsblad* voor geboorten die plaatsvinden tussen 1 januari 2021 en de voornoemde publicatiedatum in het *Belgisch Staatsblad*.

In het geval van de geboorte van een tweeling of een meerling wordt het recht op geboorteverlof slechts één keer toegekend.

§ 2. De aanvraag moet steunen op een officieel document. Als de gebeurtenis zich voordoet in de loop van een deeltijdse werkperiode, wordt de duur van het verlof verhoudingsgewijs verminderd.

Art. 181/2. Dit verlof kan per hele of per halve dag worden genomen. Dit verlof wordt vergoed en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art.181/3. Het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 179, eerste lid, 2°, en het geboorteverlof bedoeld in artikel 181/1 zijn cumuleerbaar.

**Art. 7.** In artikel 189 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 2, tweede lid wordt de zin “De bezoldiging voor de verlenging van het postnatale verlof toegekend bij toepassing van artikel 189/2 mag 1 week niet overschrijden” opgeheven;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 189/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In 5° worden de woorden “met uitzondering van de afwezigheden bedoeld in artikel 189, § 3” opgeheven;

Artikel 189/1 wordt aangevuld met een punt 6° opgesteld als volgt: “6° volledige werkverwijdering bedoeld in artikel 189/4 § 2”.

**Art. 9.** In artikel 189/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt opgeheven;

2° In het tweede lid worden de woorden “, overeenkomstig de bepalingen van artikel 189/1,” ingevoegd tussen de woorden “eventueel” en “verlengd met maximaal twee weken”.

**Art. 10.** Artikel 189/7, enige lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 wordt aangevuld met de volgende zin: “Het kan niet gecumuleerd worden met het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 179, eerste lid, 2° en met het geboorteverlof bedoeld in artikel 181/1”.

**Art. 11.** In artikel 234, eerste lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 wordt 6° aangevuld met de woorden “of ziekte waarvan met een medisch attest erkend wordt dat zij door de zwangerschap is veroorzaakt”.

**Art. 12.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 237/1 ingevoegd, opgesteld als volgt: “Art.237/1. De ziekteverlofdagen verleend als gevolg van pesten, dat werd erkend door een rechterlijke beslissing en waartegen geen beroep mogelijk is, komen niet in aanmerking bij het bepalen van het aantal verlofdagen waarop het personeelslid nog recht heeft in hoofde van artikel 233 § 1”.

**Art. 13.** De artikelen 4 en 5 b) van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2021. In afwijking van de inleidende zin van artikel 179, eerste lid, hebben de punten c), d) en e) van artikel 5 van dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

**Art. 14.** Het collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 17 mei 2022.

Namens het College :

B. TRACHTE,

Voorzitter van het College belast met Openbaar Ambt